

De nouvelles réformes accéléreraient la convergence du Maroc vers les économies avancées

Category: Morocco, Perspectives économiques, Posts in French
written by oecdoscope | September 11, 2024



Par Margit MOLNAR, Michael ABENDSCHEIN, Taoufik ABBAD, Abdenbi EL ANSARY, Peter JARRETT, Kyongjun KWAK, Badr LAZRAK, Cyrille SCHWELLNUS, et Jen-Hsuan (Paul) YU

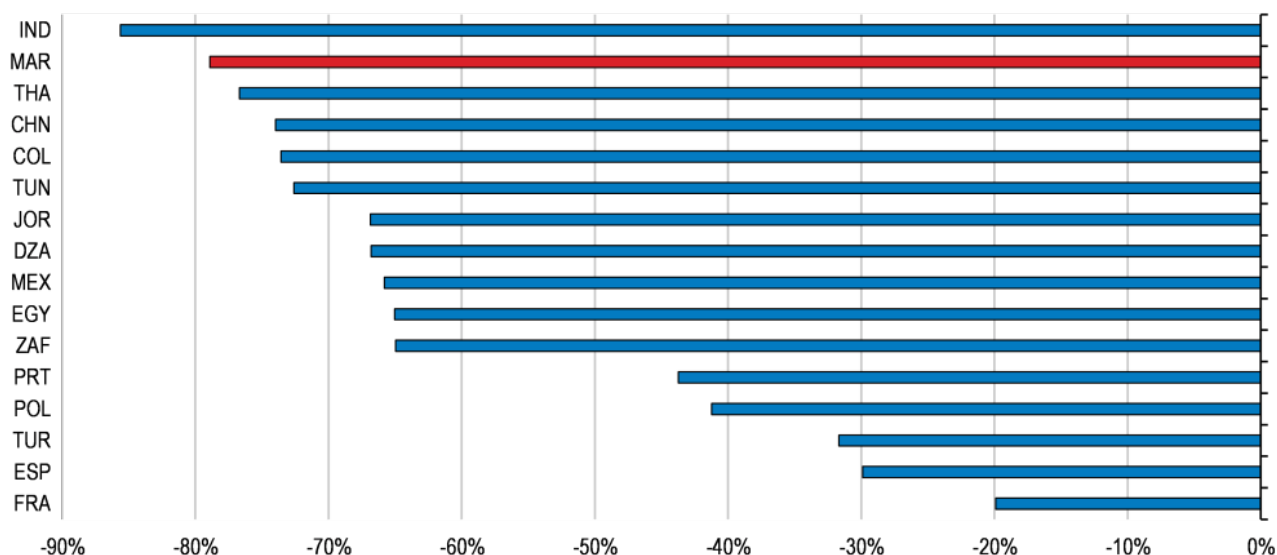
La gestion macroéconomique prudente du Maroc a assuré la stabilité et une reprise rapide après les chocs récents. La productivité du travail a augmenté et les flux d'IDE ont été importants. Le Maroc s'est lancé dans des réformes majeures pour encourager l'investissement et renforcer la protection sociale, mais processus de convergence plus forte sera nécessaire.

L'écart de productivité du travail par rapport aux États-Unis reste relativement important (graphique 1). Le Maroc a réussi à attirer de grandes chaînes de valeur mondiales dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, mais leurs liens avec l'économie locale pourraient être renforcés. La valeur ajoutée locale reste concentrée sur des activités moins sophistiquées. L'informalité répandue et la petite taille des entreprises freinent la croissance de la productivité. L'investissement est stimulé par les incitations

gouvernementales dans le cadre de la nouvelle Charte de l'Investissement. Veiller à ce que les incitations à l'investissement soient équilibrées entre les secteurs nouveaux et établis contribuerait à élargir la base industrielle. Poursuivre les efforts engagés pour lutter contre la corruption et progresser davantage dans la dématérialisation des transactions permettraient de réduire les risques de corruption et amélioreraient l'efficacité.

Graphique 1. L'écart de productivité du travail reste important

Écart en pourcentage par rapport aux États-Unis en termes de PIB par personne occupée, 2022



Note : En dollars constants de 2017 à PPA.

Source : Calculs de l'OCDE à partir des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

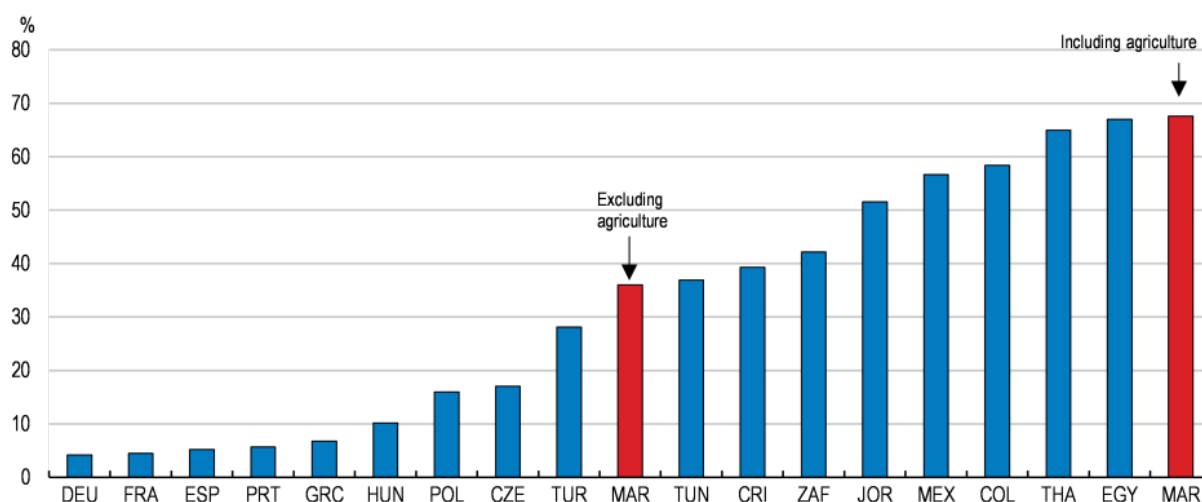
Des réformes de grande ampleur sont en cours pour élargir l'assurance sociale et lutter contre l'activité informelle répandue (Graphique 2) qui se traduit par des salaires peu élevés, des emplois de faible qualité et des compétences peu développées. Une approche intégrée est nécessaire pour inciter davantage les travailleurs et les entreprises à passer dans l'économie formelle et renforcer progressivement l'application de la réglementation et des sanctions. Il pourrait être utile d'abaisser les taux des cotisations sociales pour les

travailleurs faiblement rémunérés, de prendre en compte, lors de sa fixation, l'impact du salaire minimum sur la régularisation des activités informelles, et d'assouplir la législation en matière de protection de l'emploi, actuellement stricte.

Une série de mesures, notamment un meilleur accès au financement, la réduction des discriminations et la lutte contre les stéréotypes de genre, contribueraient à renforcer le taux d'activité des femmes qui est actuellement faible et en baisse. Abaisser l'âge auquel des enfants peuvent fréquenter les garderies d'enfants subventionnées irait dans le même sens. Le chômage des jeunes est élevé, notamment chez les jeunes diplômés. Simplifier l'éventail des politiques actives et renforcer les obligations d'activation aideraient aussi les jeunes à trouver un emploi.

Graphique 2. L'informalité est répandue

Part de l'emploi informel



Source : OIT, Statistiques de la population active ; et Haut-Commissariat au Plan.

L'amélioration des compétences reste essentielle pour accroître la productivité et le niveau de vie. Même-si les résultats scolaires se sont améliorés, une part importante de la population adulte a quitté l'école à un jeune âge et les résultats scolaires aux tests internationaux restent à la

traîne par rapport aux autres pays. Une réforme approfondie du système d'éducation est en cours et la poursuite des efforts de formation des adultes et des jeunes est nécessaire.

Référence

OCDE (2024), *Études économiques de l'OCDE : Maroc 2024*, Éditions OCDE, Paris, https://www.oecd.org/fr/publications/etudes-economiques-de-l-o-cde-maroc-2024_1aad09d0-fr.html

L'amorce d'une reprise

Category: Perspectives économiques, Posts in French, Uncategorized
written by oecdecoscope | September 11, 2024



Clare Lombardelli, Cheffe économiste de l'OCDE

Un optimisme prudent a commencé à gagner l'économie mondiale, malgré une croissance modeste et l'ombre persistante des risques géopolitiques. Le recul de l'inflation est plus rapide que prévu, et les marchés du travail restent vigoureux, avec un taux de chômage à son plus bas niveau ou proche de l'être. Dans le secteur privé, la confiance s'améliore. Pour autant, les effets du durcissement des politiques monétaires sont perceptibles, notamment sur les marchés du logement et du crédit.

Cette reprise qui s'amorce diffère dans ses modalités selon les régions du monde. Les États-Unis et un certain nombre de grands marchés émergents continuent d'afficher une forte croissance, contrairement aux économies européennes. Le paysage macroéconomique devrait rester contrasté, le repli de l'inflation et des taux d'intérêt étant plus ou moins rapide et les besoins d'assainissement budgétaire plus ou moins importants.

Malgré des perspectives plus équilibrées sur le plan des risques, des préoccupations majeures subsistent. Les fortes tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, pourraient venir perturber les marchés de l'énergie et les marchés financiers, provoquant une envolée de l'inflation et un ralentissement de la croissance. Le service de la dette représente déjà une charge importante, qui pourrait s'alourdir davantage au fur et à mesure du refinancement des emprunts à faible rendement ou de la renégociation des taux des emprunts à terme fixe. Les attentes d'une poursuite de la baisse régulière de l'inflation pourraient également s'avérer inappropriées.

À moyen comme à long terme, la situation budgétaire est préoccupante. Les pouvoirs publics doivent faire face à un endettement croissant, ainsi qu'à la hausse des dépenses requise par le vieillissement démographique, l'atténuation du changement climatique et les besoins en matière de défense. La hausse du coût du service de la dette amplifie la dégradation de la viabilité budgétaire. Il n'y a jamais un moment idéal, mais les conditions actuelles permettent d'engager dès à présent le redressement des finances publiques. Une approche à moyen terme et ferme s'impose pour maîtriser les dépenses, accroître les recettes et centrer les efforts des pouvoirs publics sur des réformes structurelles favorisant la croissance.

La croissance étant décevante, cela appelle à renforcer les échanges mondiaux et la productivité. Les politiques

commerciales et industrielles devraient viser à assurer la résilience des chaînes de valeur mondiales, en favorisant leur diversification sans compromettre les avantages de l'ouverture des échanges. Dans le même temps, l'accélération de la décarbonation exige de la part des pouvoirs publics des mesures ambitieuses, par exemple investir dans les infrastructures vertes et numériques, relever la tarification du carbone et promouvoir les transferts de technologies. Les progrès de l'intelligence artificielle (IA) offrent des perspectives de gains de productivité aussi bienvenues qu'indispensables. Pour que ces avantages puissent se concrétiser et être largement partagés, des investissements dans l'éducation et la formation, et une politique de la concurrence solide, cohérente au niveau international, seront essentiels. 2 mai 2024.

Editorial des Perspectives économiques de l'OCDE

Référence:

OECD (2024), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2024*
Numéro 1, OECD Publishing,
Paris, <https://doi.org/10.1787/bd18c5ae-fr>

Un exercice d'équilibre

Category: Economic outlook, Perspectives économiques, Posts in French

written by oecdoscope | September 11, 2024



Laurence Boone,
Cheffe économiste de l'OCDE

Aussi disponible en English | Español

L'économie mondiale continue de se redresser, tout comme les échanges, l'emploi et les revenus. Mais cette reprise est pleine de déséquilibres : entre les pays, entre les entreprises et entre les populations, confrontés à des réalités économiques très différentes. Les récentes améliorations masquent également des changements structurels, où certains secteurs, métiers, technologies et comportements ne seront plus jamais les mêmes qu'avant la pandémie. Dans cette situation extraordinaire, nos perspectives économiques sont prudemment optimistes. Elles mettent l'accent sur les politiques requises pour contrebalancer les incertitudes actuelles et l'apparition inhabituelle de tensions inflationnistes au tout premier stade de la reprise. La situation sanitaire, les contraintes d'offre, l'inflation et le risque de faux pas des acteurs de politiques publiques sont autant de sujets de préoccupation majeurs.

Projections de croissance du PIB réel

Économies du G20, % de variation, en glissement annuel

	2021	2022	2023		2021	2022	2023
 Monde	+ 5.6%	+ 4.5%	+ 3.2%	G20	+ 5.9%	+ 4.7%	+ 3.3%
 Australie	+ 3.8%	+ 4.1%	+ 3.0%	 Afrique du sud	+ 5.2%	+ 1.9%	+ 1.6%
 Canada	+ 4.8%	+ 3.9%	+ 2.8%	 Arabie Saoudite	+ 2.9%	+ 5.0%	+ 3.0%
 Corée	+ 4.0%	+ 3.0%	+ 2.7%	 Argentine	+ 8.0%	+ 2.5%	+ 2.3%
 États-Unis	+ 5.6%	+ 3.7%	+ 2.4%	 Brésil	+ 5.0%	+ 1.4%	+ 2.1%
 Euro (zone)	+ 5.2%	+ 4.3%	+ 2.5%	 Chine	+ 8.1%	+ 5.1%	+ 5.1%
 Allemagne	+ 2.9%	+ 4.1%	+ 2.4%	 Inde	+ 9.4%	+ 8.1%	+ 5.5%
 Espagne	+ 4.5%	+ 5.5%	+ 3.8%	 Indonésie	+ 3.3%	+ 5.2%	+ 5.1%
 France	+ 6.8%	+ 4.2%	+ 2.1%	 Mexique	+ 5.9%	+ 3.3%	+ 2.5%
 Italie	+ 6.3%	+ 4.6%	+ 2.6%	 Russie	+ 4.3%	+ 2.7%	+ 1.3%
 Japon	+ 1.8%	+ 3.4%	+ 1.1%	 Turquie	+ 9.0%	+ 3.3%	+ 3.9%
 Royaume-Uni	+ 6.9%	+ 4.7%	+ 2.1%				

Source: OCDE (2021), Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2021, numéro 2



Notre scénario central prévoit une poursuite de la reprise mondiale, avec un monde mieux armé face à la pandémie et des politiques monétaire et budgétaire généralement en soutien tout au long de l'année 2022. Après un rebond de 5.6 % en 2021, la croissance mondiale devrait progresser au rythme soutenu de 4.5 % en 2022, avant de ralentir pour s'établir à 3.2 % en 2023.

Mais des déséquilibres inquiétants ont vu le jour. Premièrement, la reprise est très variable d'un pays à l'autre, reflet des différences de situation sanitaire, de politiques publiques et de composition sectorielle. Deuxièmement, des pénuries aiguës de main-d'œuvre sont apparues dans certains secteurs, alors même que l'emploi et le nombre d'heures travaillées n'ont pas encore pleinement retrouvé leur niveau pré-pandémie. Troisièmement, l'écart persistant entre l'offre et la demande de certains biens, conjugué à l'envolée des coûts des produits alimentaires et de l'énergie, a provoqué des hausses de prix plus fortes et plus durables que prévu.

Ces disparités sont sources d'incertitude et suscitent plus de risques à la baisse qu'à la hausse. Notre première source d'inquiétude est un état sanitaire du monde polarisé entre le nombre de cas, les capacités hospitalières et le taux de

vaccination. Dans le scénario le plus pessimiste, les poches de couverture vaccinale insuffisantes risquent d'offrir un terreau propice à l'émergence de nouveaux variants plus meurtriers qui, en se propageant, détruiront des vies humaines et détérioreront des conditions de vie. Même dans des scénarios moins sombres, de nouvelles flambées pandémiques pourraient limiter la circulation des biens et des personnes dans certaines régions ou empêcher le passage des frontières. Il en résulterait des conséquences durables sur les marchés du travail et les capacités de production, tout comme sur les prix.

L'inflation est dans tous les esprits et une grande incertitude entoure les réactions des banques centrales. Les tensions sur l'offre devraient reculer à la faveur de l'amélioration de la situation sanitaire, de la stabilisation de la demande et du retour au travail d'un nombre croissant de personnes. L'inflation devrait atteindre un pic fin 2021-début 2022 avant de refluer progressivement pour s'établir à 3 % environ dans la zone OCDE en 2023. Dans ce contexte, le mieux que les banques centrales puissent faire est d'attendre que les tensions sur l'offre reculent et de signaler qu'elles sont prêtes à intervenir si nécessaire. Si les contraintes de l'offre devaient persister, alors que le PIB et l'emploi continuent de croître rapidement et alimentent une hausse générale des prix, l'intensification des tensions inflationnistes pourrait durer plus longtemps, avec pour effet un désancrage des anticipations des particuliers. Les banques centrales devraient alors intervenir.

L'autre source d'inquiétude majeure est le risque que les gouvernements ne tirent pas les leçons de la crise. Les pouvoirs publics ont appliqué des mesures sans précédent pour soutenir l'économie lorsque la crise a éclaté. Sans cette réponse rapide, la situation actuelle serait bien pire qu'elle ne l'est. Mais, maintenant que la reprise est engagée, les pouvoirs publics ont un difficile exercice de ré-équilibre à

mener.

La reprise est l'opportunité de réformer les finances publiques – ne pas la saisir serait une erreur lourde de conséquences pour le futur. Nous sommes inquiets de constater l'absence de débats sur ce sujet crucial. L'utilisation qui est faite de la dette nous préoccupe bien plus que son niveau : l'accroissement de la dette durant la pandémie était nécessaire pour protéger les économies au plus fort de la crise. Mais l'heure est venue de préparer une réallocation du soutien budgétaire vers les investissements qui accroîtront la croissance de moyen-terme, notamment par l'éducation et les infrastructures. L'absence de plans de moyen-terme détaillant l'évolution de l'utilisation des finances publiques nous inquiète, ce travail doit commencer rapidement. Des cadres budgétaires clairs, solides et responsables renforceraient la confiance dans une croissance plus forte et rapide, et réduiraient les déséquilibres et les risques.

Nous sommes également inquiets que l'ambition croissante sur le changement climatique se traduise en aussi peu d'actes. Les pays doivent aujourd'hui définir les mesures qu'ils prendront demain pour honorer leurs engagements climatiques. L'action publique pêche par manque de lisibilité sur la marche à suivre afin d'atteindre la neutralité carbone, ce qui bride l'investissement dans les énergies propres et les infrastructures. Plus les pouvoirs publics tardent, plus ils s'exposent à une transition abrupte, marquée par des prix de l'énergie plus élevés et plus volatils. L'inaction accroît donc les risques que la transition énergétique affecte le niveau de vie des populations et pourrait ébranler l'adhésion du public en faveur de cette transition.

Enfin, nous sommes préoccupés du manque d'action face aux vulnérabilités que la pandémie a révélées et amplifiées. La première d'entre elles est le système de santé. Nombre de systèmes de soins préventifs et curatifs doivent être réformés, la préparation en cas de pandémies doit être

améliorée et la distribution de matériel médical et de médicaments mieux coordonnée. Ne pas en faire assez serait inexcusable. Deuxièmement, la fermeture des établissements scolaires a perturbé l'éducation des jeunes et des enfants, et l'insertion des jeunes sur le marché du travail est plus difficile. Jusqu'à présent, trop peu a été fait pour évaluer ces vulnérabilités et y remédier. Plus nous attendrons, plus les dégâts seront importants.

La reprise est bien là, mais la tâche qui incombe aux gouvernements est ardue. Ils doivent conjuguer prudence, patience et persistance à des politiques décisives pour que nos économies soient meilleures demain qu'elles ne l'étaient hier, avant la crise.

Editorial des Perspectives économiques de l'OCDE

Une reprise hors du commun: Piloter la transition

Category: COVID-19, Perspectives économiques, Posts in French, Uncategorized

written by oecdoscope | September 11, 2024



Aussi disponible en English | Deutsche | Español | Português



Laurence Boone,

Cheffe économiste de l'OCDE

Les perspectives économiques s'éclaircissent, mais notre soulagement se teinte d'inquiétude, car l'embellie est loin d'être la même partout. Malgré l'émergence de nouveaux foyers épidémiques, moins nombreux mais plus dispersés dans le monde, la croissance mondiale continue de se redresser. Nous projetons une hausse de la production mondiale de près de 6 % cette année, une hausse spectaculaire après la contraction de 3 ½ pour cent enregistrée en 2020. Dans la plupart des pays, le PIB pourra ainsi retrouver ses niveaux d'avant la pandémie d'ici la fin de 2022, mais cela est loin d'être suffisant. La trajectoire de croissance de l'économie mondiale reste en effet inférieure à ce qu'elle était avant l'arrivée du COVID-19 et dans bien trop de pays de l'OCDE, les niveaux de vie seront inférieurs à ce que nous projetions avant la pandémie.

Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE : projections

Croissance du PIB réel

Glissement annuel, en %, les couleurs indiquent dans quel sens les projections ont été révisées par rapport aux Perspectives économiques de décembre 2020

révision à la baisse de 0.3 pt de % ou plus pas de révision ou révision de moins de 0.3 pt de % révision à la hausse de 0.3 pt de % ou plus

	2020	2021	2022		2020	2021	2022
 Monde	-3.5 ↑	5.8 ↑	4.4 ↑	 G20	-3.1 ↑	6.3 ↑	4.7 ↑
 Australie	-2.5 ↑	5.1 ↑	3.4 ↑	 Afrique du Sud	-7.0 ↑	3.8 ↑	2.5 —
 Canada	-5.4 —	6.1 ↑	3.8 ↑	 Arabie Saoudite	-4.1 ↑	2.8 ↓	3.8 —
 Corée	-0.9 —	3.8 ↑	2.8 ↓	 Argentine	-0.9 ↑	6.1 ↑	1.8 ↓
 États-Unis	-3.5 —	6.9 ↑	3.6 —	 Brésil	-4.1 ↑	3.7 ↑	2.5 ↑
 Japon	-4.7 ↑	2.8 ↑	2.0 ↑	 Chine	2.3 ↑	8.5 ↑	5.8 ↑
 Royaume-Uni	-9.8 ↑	7.2 ↑	5.5 ↑	 Inde*	-7.7 ↑	9.9 ↑	8.2 ↑
 Zone euro	-6.7 ↑	4.3 ↑	4.4 ↑	 Indonésie	-2.1 ↑	4.7 ↑	5.1 —
 Allemagne	-5.1 ↑	3.3 ↑	4.4 ↑	 Mexique	-8.2 ↑	5.0 ↑	3.2 —
 Espagne	-10.8 ↑	5.9 ↑	6.3 ↑	 Russie	-2.6 ↑	3.5 ↑	2.8 ↑
 France	-8.2 ↑	5.8 —	4.0 ↑	 Turquie	1.8 ↑	5.7 ↑	3.4 —
 Italie	-8.9 —	4.5 —	4.4 ↑				

La réactivité impressionnante des pouvoirs publics a permis une amélioration significative de la situation sanitaire et économique. Seize mois après le début de la pandémie, les pays sont nombreux à mieux gérer les nouvelles vagues de contaminations. Les autorités ont distribué près de 2 milliards de doses de vaccin et les capacités mondiales de dépistage ainsi que de production et d'administration de

vaccins ont rapidement augmenté. Les mesures sans précédent adoptées par les pouvoirs publics ont permis de préserver le tissu économique, les entreprises et l'emploi dans la plupart des économies avancées et dans certaines économies émergentes. Jamais dans l'histoire d'une crise l'intervention des autorités n'avait été aussi rapide et efficace, que cela concerne la santé, la mise au point d'un vaccin en un temps record ou encore la sphère monétaire, budgétaire et financière. Grâce aux mesures prises, le secteur manufacturier connaît une expansion rapide, les échanges de marchandises redémarrent vigoureusement avec la réouverture progressive des frontières, et les voyages reprennent lentement. De plus, la réouverture des activités économiques s'accompagne d'une forte hausse de la consommation et des heures travaillées. Ces signaux sont très encourageants, et suggèrent que les séquelles de la crise pourraient être limitées.

Pourtant, les risques sont encore trop nombreux.

Les vaccins n'arrivent pas en nombre suffisant dans les économies émergentes et les pays à faible revenu. L'insuffisance de vaccins est une menace inquiétante en soi et pour l'économie de ces pays dont la capacité à soutenir l'activité n'est pas la même que celle des économies avancées. Ils auraient plus de mal à supporter un nouveau fléchissement de la croissance provoqué par le virus, qui entraînerait une aggravation de l'extrême pauvreté et d'éventuelles difficultés à se financer en cas d'inquiétudes sur les marchés financiers. Ce tableau est d'autant plus troublant qu'indépendamment de ses conséquences sur les vies humaines et les conditions d'existence, le maintien de la fermeture des frontières représente, à l'échelle mondiale, un coût social et économique bien supérieur à celui d'une diffusion plus large des vaccins, des outils de dépistage et des équipements médicaux dans les économies émergentes et les pays à faible revenu.

De façon plus générale, tant que la grande majorité de la population mondiale ne sera pas vaccinée, nous sommes tous à

la merci de l'apparition de nouveaux variants. De nouveaux confinements et une alternance d'arrêt et de reprise des activités économiques porterait un coup à la confiance. Des entreprises, bien protégées jusqu'à maintenant mais plus endettées qu'avant la pandémie, pourraient faire faillite. Les catégories les plus vulnérables de la population risqueraient de pâtir encore davantage de longues périodes d'inactivité ou d'une baisse de revenus, ce qui aurait pour effet d'exacerber les inégalités, dans les pays et entre pays, et pourrait déstabiliser les économies.

Un nouveau risque, qui fait l'objet de nombreux débats, est apparu : celui d'une hausse de l'inflation. Les prix des matières premières augmentent rapidement. La présence de goulets d'étranglement dans certains secteurs et les perturbations des échanges commerciaux entraînent des tensions sur les prix. Ces perturbations devraient commencer à s'estomper vers la fin de l'année avec la normalisation des capacités de production et le rééquilibrage de la consommation vers les services. Les excédents de capacités sur le marché du travail restent considérables, ce qui freine la croissance des salaires. Dans un tel contexte, tant que les anticipations d'inflation resteront bien ancrées et la croissance des salaires modérée, il y a tout lieu de croire que les banques centrales, tout en restant vigilantes, feront abstraction de ces hausses des prix temporaires. Ce qui est plus préoccupant, à notre avis, est le risque que les marchés financiers, eux, ne soient pas indifférents à ces hausses de prix temporaires et aux ajustements de prix relatifs, ce qui pousserait à la hausse les taux d'intérêt et la volatilité. La vigilance est donc de mise.

Lorsque des goulets d'étranglement apparaissent dans des secteurs où la production est fortement concentrée, comme celui des puces électroniques, menaçant des pans entiers de la chaîne de production, les pouvoirs publics devraient tout mettre en oeuvre pour alléger ces tensions en intensifiant

leur coopération en matière commerciale et en diversifiant les sources d'approvisionnement. L'une des grandes leçons de cette crise est qu'il faut accorder une plus grande attention à la résilience des chaînes d'approvisionnement, comme en témoigne la hausse parfois brutale des prix dans les secteurs où la concentration de la production est excessive. Plus généralement, les pouvoirs publics ont aussi un rôle à jouer dans la lutte contre les tensions inflationnistes en prenant des mesures à même de stimuler la croissance potentielle et de renforcer la concurrence et les échanges.

À l'heure où les perspectives s'éclaircissent, il serait dangereux que croire que les efforts actuellement déployés par les pouvoirs publics sont suffisants pour placer la croissance sur une trajectoire plus vigoureuse et de meilleure qualité, notamment au vu de l'objectif de décarbonation. Des mesures flexibles, évolutives en fonction des circonstances sanitaires et économiques, pour les individus et les entreprises sont indispensables pour ancrer les anticipations de maintien d'un soutien budgétaire ciblé tant que les économies n'auront pas retrouvé le plein-emploi, ou ne s'en approcheront pas. En particulier, il est fondamental de consolider les bilans des petites entreprises viables par des mesures d'aide ou des reports d'imposition. En outre, il est indispensable que l'investissement public accorde à la double transition, verte et numérique, la place qu'elle mérite, et que l'utilisation des fonds rime avec rapidité, efficacité et qualité, ce qui contribuerait aussi à encourager l'investissement privé dans ces domaines. Enfin, la confiance serait renforcée par l'annonce de préparatifs pour mettre en place un cadre budgétaire clair, efficace et viable à moyen terme, fondé sur une revue des dépenses publiques destinée à vérifier l'adéquation entre les priorités retenues, d'une part, et les ambitions poursuivies et les besoins des citoyens d'autre part, et d'une refonte de la fiscalité visant à garantir l'équité, l'efficacité et la progressivité de l'impôt.

L'économie mondiale s'achemine vers la reprise, non sans heurts. Le risque que la croissance post-pandémie soit insuffisante ou ne profite pas au plus grand nombre est élevé. L'avenir dépendra, dans une très large mesure, de l'adoption de cadres de politiques économiques souples, stratégiques et durables, et de la qualité de la coopération internationale.

Editorial des Perspectives Économiques